

Objectifs de Développement Durable

Les collectifs africains se mobilisent pour assurer un contrôle citoyen de la mise en œuvre de l'ODD pour l'eau et l'assainissement

La Coalition Eau, conjointement avec le SPONG, le Partenariat « Sanitation and Water for All » et Eau Vive Internationale, a organisé du 19 au 21 février 2018, le 7ème atelier d'échange d'expériences et de renforcement des collectifs africains de la société civile du secteur Eau et Assainissement. Son thème : « Le contrôle citoyen pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) pour l'eau et l'assainissement ».

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du partenariat historique développé entre la Coalition Eau et les collectifs africains de la société civile du secteur de l'eau et de l'assainissement, depuis 2010, afin de renforcer la voix de la société civile du secteur. Il a réuni des représentants du Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo. De nombreux autres partenaires se sont joints aux travaux de l'atelier, afin de mutualiser les forces, dont End Water Poverty, ANEW, IRC / Watershed, Water Integrity Network (WIN), WaterAid, Forum Civil.

Le thème de l'atelier a porté sur : « Le contrôle citoyen pour l'atteinte de l'ODD Eau et Assainissement ». Les ODD constituent en effet un engagement fort de la communauté internationale vers l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement et la bonne gestion des ressources en eau d'ici 2030. La société civile joue un rôle-clé pour que les engagements soient respectés et que des politiques publiques efficaces, équitables et pérennes soient mises en œuvre, en vue de l'atteinte de cet objectif.

PARTAGER LES EXPÉRIENCES DE CONTRÔLE CITOYEN

Les participants ont retenu comme définition du contrôle citoyen de l'action publique :

« toute action de la part des citoyens ou des organisations de la société civile qui vise à contrôler l'action publique ou à obliger l'Etat à rendre comptes aux citoyens ».

Les Etats sont redevables de leur action auprès de leurs administrés : ceux qui gouvernent sont en effet les « employés » des citoyens. Les citoyens ont le droit de demander des comptes et d'assurer une veille sur les politiques publiques.

L'atelier a montré que les organisations participantes ont déjà des expériences diverses et variées, en matière de participation citoyenne et contrôle citoyen, qui ont ainsi été partagées et enrichies, parmi lesquelles :

- ➔ La participation ou l'organisation d'ateliers de suivi des ODD au niveau national, la participation aux revues sectorielles et aux espaces de dialogue ;
- ➔ Le suivi des engagements pour le secteur, y compris ceux issus des réunions du Partenariat Sanitation and Water for All ;
- ➔ L'expérience du Présimètre au Burkina Faso, une plateforme citoyenne de contrôle des

engagements de la République dans divers secteurs dont l'eau et l'assainissement ;

- ➔ Les études d'analyse des mécanismes de redevabilité des Etats sur la mise en œuvre de l'ODD 6, menées dans par les collectifs dans plusieurs pays (dont le Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo et France) dans le cadre d'une étude mondiale.

MIEUX OUTILLER LES COLLECTIFS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE&NBSP;

L'atelier a intégré une formation sur les outils et les instruments du contrôle citoyen, dispensée par le SPONG et le Forum Civil. Elle a permis de présenter différents instruments, comme les outils de construction des évidences (rapports alternatifs, enquêtes de satisfaction, site WASHWatch...), les outils de contrôle d'effectivité ou d'efficacité (le suivi budgétaire, le contrôle des réalisations, la certification citoyenne...), les outils d'analyse préparatoire, de participation aux cadres de dialogue et de rapportage et, enfin, les outils d'amplification du message (le plaidoyer politique, les mobilisations citoyennes, les médias...).

Les participants à l'atelier ont également mené des réflexions en groupe de travail pour enrichir leurs plans de plaidoyer nationaux à l'aide des outils de contrôle citoyen. Notons que de nombreux collectifs affichent des priorités thématiques de plaidoyer similaires, notamment : la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable pour l'eau et l'assainissement, la reconnaissance et mise en œuvre des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement, les financements et la gouvernance du secteur. Enfin, plusieurs pays souhaitent continuer à renforcer la structuration d'un réseau de la société civile, pour peser plus efficacement sur les politiques publiques Eau et Assainissement.

LES MESSAGES ISSUS DE L'ATELIER

A l'issue de l'atelier, les participants ont défini un certain nombre de messages-clés :

- ➔ Les Etats doivent tout mettre en œuvre pour atteindre les ODD (gouvernance, politiques et programmes, budget, organisation institutionnelle...) ;
- ➔ Le suivi citoyen de l'action publique est essentiel : c'est un droit, mais aussi une responsabilité des citoyens ;
- ➔ Les citoyens (y compris les jeunes, les femmes et les personnes en situation vulnérable) doivent être impliqués dès l'élaboration des politiques mais aussi dans leur mise en œuvre et leur suivi ;
- ➔ Les cadres de dialogue et de concertation pouvoirs publics/société civile doivent fonctionner de façon effective et être financés pour ce faire ;
- ➔ Il est essentiel que les gouvernements rendent des comptes des progrès, via des systèmes de redevabilité, qui intègrent toutes les parties prenantes, basés sur un monitoring fiable et l'accès à l'information, et dont les recommandations sont appliquées.

Lors de la cérémonie de clôture, ces messages ont été transmis au représentant du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso, pour être portés à l'attention du Ministre.

La société civile burkinabé a également saisi cette opportunité pour évoquer la situation du Burkina Faso. Si elle a salué l'organisation récente du Forum National de l'Eau et de l'Assainissement au Burkina Faso et rappelé les nombreux engagements de l'Etat pour ce secteur, elle a partagé ses attentes spécifiques, en particulier la nécessité de mieux inclure la société civile dans le processus de dialogue et de suivi de la mise en œuvre sur l'ODD6. Elle a également insisté sur le besoin d'y intégrer la cible 6.3, sur l'amélioration de la qualité de l'eau et la gestion des eaux

usées, comme l'une des cibles prioritaires à suivre. Avec déception, les OSC ont noté la baisse du budget alloué au secteur de l'eau et de l'assainissement dans la loi de finances 2018. Une baisse qui contredit directement les ambitions du Gouvernement pour un accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici à 2030 au Burkina Faso et les engagements pris comme celui d'accorder 0,5% du PIB à l'assainissement. Les ONG ont invité le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement à respecter ses engagements et à allouer les financements nécessaires pour atteindre l'ODD6 d'ici à 2030.

TÉLÉCHARGEMENT

🔗 [Messages Clôture Atelier des collectifs EAH - Ouagadougou - 21 février 2018](#)